

LE JOUR, 1946
18 FEVRIER 1946

LE CONSEIL DE SECURITE OU L'ECOLE DE LA PATIENCE

Les opinions qui se sont manifestées, à Londres, devant le Conseil de Sécurité, en ce qui concerne nos affaires et celles de la Syrie, révèlent de la part des membres du Conseil des préoccupations variées. Au fond, chacun a pris, comme toujours, l'attitude la plus utile (directement ou indirectement) à son pays. C'était attendu et c'est humain.

Dieu nous garde de douter de la haute justice des puissances ! Et qu'on ne nous attribue pas l'impertinence de sous-estimer la grandeur de la mission du Conseil de Sécurité au service de la paix ! Pourtant aux heures mêmes de l'enthousiasme et du lyrisme, nous avons pensé (sans mérite d'ailleurs) qu'on pouvait difficilement élever les nations au-dessus de leurs intérêts ; et qu'aucune civilisation n'en était encore au degré d'héroïsme qui ferait périr l'univers plutôt qu'un principe.

A Londres, à l'Assemblée des Nations, au Conseil de Sécurité, partout, l'extrême relativité de la justice humaine a paru visible et sensible à tous, depuis le commencement. Quel que soit d'ailleurs le développement de la situation pour la Syrie et pour nous, les esprits sages considéreront désormais qu'une issue favorable pour nous est assurée. On sait quel rôle joue la procédure dans la vie des nations. Dans ce domaine, cette matière ingrate tient de l'art et de la science. Elle a pour objet de sauver l'amour-propre et l'honneur des pays souverains, de ménager les susceptibilités et de prouver enfin que d'un point à un autre la ligne droite n'est pas nécessairement la plus courte.

Avant donc de savoir ce que les puissances diront de notre cas, nous nous réjouissons de l'apaisement que nous procure tout ce qui a été dit à notre sujet par leurs représentants. Personne n'a contesté notre droit. Personne n'a douté de la légitimité de nos revendications. Les uns ont voulu une solution immédiate ou rapide. Les autres ont envisagé avec une sérénité inaccoutumée la reprise des négociations. Si les derniers ont fait, plus que les premiers, crédit au temps, c'est qu'ils en ont besoin pour eux-mêmes. Nous ne leur en ferons grief que modérément pour notre part. Nous croyons à la vertu du temps, encore que, de l'avis de chacun, on doive savoir tirer parti, sur le champ, de l'occasion qui se présente.

Les Etats-Unis, le Brésil, l'Australie, le Hollande et la Chine (où l'on a depuis si longtemps l'habitude de la patience) ont opiné pour la poursuite des négociations, répondant en cela *au vœu conjoint* de l'Angleterre et de la France. L'URSS a défendu la thèse syrienne et libanaise avec une très remarquable vigueur, appuyée en cela, comme il fallait s'y attendre, par la Pologne. L'Egypte a parlé en faveur du retrait des troupes « *avec toute la rapidité possible* ». Chacun fait ce qu'il peut ; et c'est aussi notre cas...

Ainsi, le tableau se dessinait hier. Les nouvelles apporteront aujourd'hui, à défaut de la solution de la controverse, la conclusion du débat.